

FAITS SAILLANTS

- 60 000 personnes retournées dans leur lieu d'origine à l'Extrême-Nord
- 16 000 déplacés internes vont être relocalisés à Kolofata
- L'équipe humanitaire se saisit de l'enjeu du retour des déplacés internes
- La journée mondiale de l'action humanitaire a été célébré avec succès le 18 août à Yaoundé

CHIFFRES CLÉS

Nb. de déplacés internes	236K
Nb. de retournés	59K
Nb. de réfugiés centrafricains	233K
Nb de réfugiés nigériens	91K
Accès à l'eau potable dans l'Extrême-Nord	40,5%

FINANCEMENTS

310 millions
fonds requis (en US\$)

32,3%
financés au 31 août 2017



Au sommaire

Suivi de la situation humanitaire.....	P.1
Relocalisation des PDI de Kolofata..	P.2
L'enjeu des retournés.....	P.3
Les problèmes d'EHA dans l'Extrême-Nord.....	P.5
Le Saviez-vous ?.....	P.6
En Bref.....	P.7

Suivi de la Situation Humanitaire

Evolution de la situation sécuritaire

En août 2017, sept (07) attentats suicides ont été commis dans l'Extrême-Nord. Une analyse comparative avec les incidents enregistrés sur la même période en 2016 révèle deux évolutions majeures. D'une part, il existe une réorientation géographique des attaques depuis le département du Logone-et-Chari vers celui du Mayo-Sava, qui est désormais le plus touché. D'autre part, il est remarquable que le nombre d'attaques enregistrées a augmenté. En effet, contrairement aux prévisions avancées, la saison de pluie n'a pas été synonyme de diminution des exactions par le groupe armé Boko Haram.

Les attaques suicides contre la population civile ne sont pourtant pas les seules menaces sécuritaires. Le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) précise que d'autres incidents consistent en des incursions dans des villages pour ravitaillement, enlèvement ou assassinat ciblé ainsi que des attaques contre les forces armées, notamment dans le Logone-et-Chari.

Suivi des nouvelles arrivées de réfugiés centrafricains

Le mois dernier, nous vous informions de l'arrivée de près de 7 000 nouveaux réfugiés centrafricains dans l'arrondissement de Touboro, au Nord du Cameroun. Depuis lors, la communauté humanitaire s'est largement mobilisée pour évaluer les besoins de ces personnes déplacées et fournir une réponse adéquate.

D'autres arrivées de réfugiés centrafricains ont été signalées ce mois-ci en plus de la zone de Touboro. 258 centrafricains fuyant les violences sont arrivés dans les localités de Ngaoui et Alhamdou, dans le département du Mbéré, région de l'Adamaoua, entre le 20 et le 24 août. Les actions immédiates à entreprendre sont l'enregistrement biométrique et la distribution de biens non alimentaires. A moyen-terme, le développement des services de base est nécessaire dans ces deux localités, notamment la construction de points d'eau et le renforcement des capacités d'accueil des écoles. En effet, Ngaoui abritent déjà plus de 5 000 réfugiés et Ahadou plus de 1 000, pour une population locale de 15 000 et 300 respectivement.

Résultats et analyse du round 9 la DTM

La Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) permet de suivre et d'analyser les mouvements de population dans une zone géographique donnée. Il est utilisé depuis novembre 2015 dans l'Extrême-Nord du Cameroun, où les attaques liées à Boko Haram ont créés de larges déplacements de population. En fournissant des informations à jour et précises sur les populations déplacées dans la région, telles que leurs conditions de vie ou leurs intentions futures, la DTM permet d'informer la réponse de la communauté humanitaire.

Le dernier round de la DTM, dont les données ont été collectées entre le 26 juin et le 7 juillet, fait état de 325 589 personnes déplacées à l'Extrême-Nord, dont 235 913 Personnes Déplacées Internes (PDI), 30 278 réfugiés non-enregistrés et 59 398 retournés. Ces

résultats témoignent notamment d'une hausse réelle de 2.1% des PDI et de 2,3 % des retournées par rapport à la collecte précédente en juin 2017. Dans l'ensemble, 91% des personnes se sont déplacées en raison du conflit armé et 8% en raison de facteurs climatiques liées à la saison des pluies et à l'augmentation des inondations. Les 1% restant se sont déplacés suite à des tensions communautaires.

De nombreuses personnes s'étant déplacées une première fois pour fuir les violences liés au conflit se sont déplacées une deuxième fois à cause d'inondations imprévues ou pour accéder à des terres cultivables. La communauté humanitaire est invitée à suivre les déplacements des populations depuis le sud de l'Extrême-Nord, notamment le Mayo-Tsanaga, vers la région du Nord, non couverte par la DTM.

Zoom: Relocalisation des PDI de Kolofata

Une opération de relocalisation dans un contexte sécuritaire instable

Le département du Mayo-Sava et l'arrondissement de Kolofata ont enregistré le plus grand nombre d'attaques terroristes depuis le début de la crise, avec respectivement 250 et 147 attaques entre janvier 2013 et janvier 2017. Cette insécurité est à l'origine de larges mouvements de population, à la fois de réfugiés depuis les localités frontalières du Nigéria mais aussi de déplacés internes au sein du département. Avec près de 59 000 déplacés internes, le Mayo-Sava concentre ainsi la deuxième plus grande population de déplacés internes de la région.

La ville même de Kolofata a été particulièrement affectée par cette instabilité et les déplacements qu'elle génère. Pour fuir les violences, près de 16 000 personnes, environ 2 500 ménages, se sont réfugiés dans Kolofata Centre depuis les villages environnants.

Dans ce contexte sécuritaire tendu, les autorités locales ont décidé, mi-juillet, de construire une tranchée pour « sanctuariser » la ville et protéger sa population des intrusions de membres de Boko Haram. Depuis qu'ils ont été avisés de cette décision, les partenaires humanitaires travaillent avec les autorités afin de garantir la protection des personnes déplacées et leur fournir une assistance adaptée.

La réponse d'urgence s'organise suite à une évaluation multisectorielle conjointe

Le 04 août, une mission multisectorielle comprenant des Agences des Nations Unies et des ONG s'est rendue à Kolofata pour évaluer les besoins des déplacés qui doivent être relocalisés et aménager le nouveau site en conséquence. En particulier, la mission a permis d'identifier des besoins d'assistance d'urgence dans les secteurs de l'Eau, Hygiène et Assainissement (EHA), d'Abris/Biens non alimentaires et de Protection.

En termes d'EHA par exemple, les acteurs ont relevé que les déplacés s'approvisionnent dans des puits ouverts et peu profonds dont l'eau est souvent insalubre. Cette situation crée d'importants risques de maladies et d'épidémie dans la mesure où ils ont une faible connaissance sur le traitement de l'eau à domicile et pratiquent la défécation à l'air libre. Les acteurs ont donc appelé au déploiement d'une réponse rapide, notamment par la construction de latrines, douches et points d'eau. Alors que l'UNICEF a prévu de distribuer des kits WASH, le CICR s'est déjà engagé à construire 4 forages sur le site et l'ONG APA a confirmé pouvoir disposer 250 latrines immédiatement sur le site.



Kolofata / OCHA 1 Juillet 2017

Considérant le secteur Protection, les actions doivent viser à renforcer la sécurité du site, sensibiliser les populations locales et les autorités à la cohésion sociale ainsi qu'à définir des solutions pour la perte de documents d'identification des déplacés. Quant au secteur Abris/Biens non alimentaires, la réponse doit surtout permettre d'aménager le site pour

Pour le seul arrondissement de Kolofata, des salles de classe ont été brûlées dans 7 écoles, que 2 écoles ont des traces d'impacts de balles et qu'un total de 37 écoles sont fermées.

qu'il dispose des infrastructures minimales pour accueillir ces populations, et distribuer des parcelles ainsi que des kits d'abris d'urgence aux déplacés sur le nouveau site. NRC s'est déjà positionné pour mettre à disposition des déplacés 2000 kits dès le 20 août pour faciliter leur installation.

A long terme

Au-delà de l'assistance d'urgence, les partenaires travaillent pour le relèvement de long terme de toute la population de Kolofata, déplacés mais aussi communautés hôtes. En effet, au-delà des besoins d'assistance d'urgence, les infrastructures sociales de base de la ville, déjà insuffisantes avant la crise, ont été durement affectée par le conflit.

En témoigne l'alarmante situation de l'éducation à Kolofata. Un rapport du Ministère de l'Education de Base précise que, pour le seul arrondissement de Kolofata, des salles de classe ont été brûlées dans 7 écoles, que 2 écoles ont des traces d'impacts de balles et qu'un total de 37 écoles sont fermées. Ceci alors même que la grande majorité des enfants déplacés n'ont pas été scolarisés depuis 3 ans en raison de la crise. L'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement est aussi très faible. Un rapport du Ministère de l'Eau et de l'Energie et de l'UNICEF estime en effet que seul 30 % de la population de Kolofata est desservie par les ouvrages d'eau d'hygiène et d'assainissement principaux.

Dans ce contexte, les acteurs sont engagés pour soutenir le gouvernement dans le rétablissement de services sociaux suffisants et pour améliorer les moyens de subsistance des plus vulnérables. Pour améliorer l'accès à la santé pour tous, les partenaires prévoient ainsi de contribuer au renforcement des ressources humaines de l'hôpital de Kolofata, en plus de l'appui logistique et en intrants médicaux déjà fournis. Enfin, pour l'éducation, la communauté humanitaire souhaite soutenir le projet de réouverture des écoles du gouvernement et organiser des campagnes de mobilisation communautaire pour encourager les parents à inscrire leurs enfants.

L'enjeu des retournés au Cameroun

60 000 personnes déplacées sont retournées dans leur localité d'origine à l'Extrême-Nord...

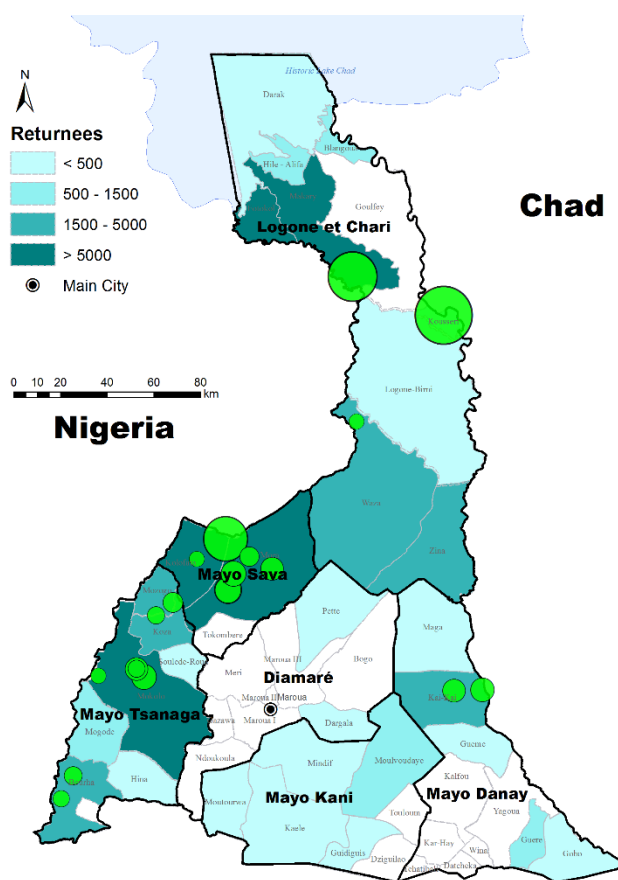
Une personne retournée est une personne qui a choisi de retourner dans sa localité d'origine après s'être déplacée à l'intérieur du pays ou à l'étranger. Le dernier rapport sur les déplacements de l'OIM estime à 59 400 le nombre de personnes retournées pour la région de l'Extrême-Nord. Ces résultats traduisent une augmentation de 37%, soit d'environ 16 000 personnes de plus, par rapport au chiffre estimé dans le rapport du mois de février 2017.

Les résultats de la DTM témoignent d'une hausse réelle de 2,1% des PDI et de 2,3% des retournés par rapport au mois de juin.



Les départements accueillant le plus de retournés sont le Logone-et-Chari (24 177), le Mayo-Tsanaga (15 803) et le Mayo-Sava (13 065). Or il s'agit également des zones les plus touchées par l'insécurité liée au conflit de Boko Haram, aux risques d'attentats suicides et de mines anti personnelles. De plus, à l'image de l'ensemble de la région, les lieux de retour sont souvent caractérisés par la faiblesse des infrastructures sociales de base, notamment les écoles, les centres de santé et les infrastructures d'eau, hygiène et assainissement.

... suscitant de nombreuses problématiques de protection et d'accès aux ressources



Principales zones de retours, effectives ou intentionnelles, dans l'Extrême-Nord
DTM/OIM – Juillet 2017

Dans ce contexte difficile, la communauté humanitaire doit travailler avec l'ensemble des parties prenantes en amont et en aval du processus de retour. Il est essentiel que les personnes déplacées puissent faire un choix libre, informé et réfléchi sur leur retour, considérant notamment les conditions de sécurité et de sûreté de la zone de retour pressentie. Une fois le retour entrepris, il ne peut être durable et digne que si un ensemble de facteurs sont réunis.

En effet, les retournés sont souvent confrontés à des risques et des vulnérabilités spécifiques en termes de protection, notamment en ce qui concerne la libre circulation et l'accès à la documentation, aux services sociaux de base ainsi qu'à la terre. Leur retour peut être à l'origine de conflits agro-pastoraux avec les populations établies sur place. Le problème se pose également pour l'accès à l'éducation, qui doit être possible pour les populations

locales, déplacées et retournés. Une possibilité fort réduite alors que 144 écoles, sur les 178 écoles existantes, sont fermées dans la région de l'Extrême-Nord.

Les orientations préliminaires de l'Equipe Humanitaire Pays

Saisi de cet enjeu lors de sa réunion du 24 août, l'Equipe Humanitaire Pays a précisé les orientations générales suivantes.

- L'existence de services sociaux de base (écoles, hôpitaux, points d'eau) est un préalable essentiel à un retour durable. Ces services doivent bénéficier à toute la communauté sans discrimination aucune.
- L'implication du gouvernement est nécessaire dans l'identification des localités de retour potentielles et la création de conditions propices à la protection et au relèvement des personnes retournées.
- Les personnes déplacées doivent systématiquement être informées et impliquées dans la décision de retourner, ou non. Selon l'enquête sur les intentions de retours à l'occasion de la dernière DTM, les trois facteurs empêchant les personnes de rentrer sont la peur continue, la destruction de leurs biens (habitations, magasin, terres) et le manque de moyen pour retourner. Cette enquête pose donc les jalons d'une éventuelle politique d'assistance : le rétablissement de la sécurité préalable, des mécanismes de restitutions des biens et terres ainsi que l'amélioration des moyens de subsistance.

- Les acteurs de développement et les bailleurs devront être impliqués dans la définition et la mise en œuvre d'une stratégie inclusive de retour des personnes déplacées.

Les problèmes d'Eau, d'Hygiène et d'Assainissement dans l'Extrême-Nord

Une situation régionale alarmante

L'accès à l'eau et aux services d'hygiène et d'assainissement de base est particulièrement faible dans les régions affectées par la crise liée au conflit avec Boko Haram et entraînant les déplacements forcés, notamment à l'Extrême-Nord. Il est estimé que le taux d'accès à l'eau potable est de 40,48% pour la région de l'Extrême-Nord. Les forages contribuent à 31,55% et les AEP à 8,92%.¹ Le reste de la population, y compris les déplacés, utilisent des puits ouverts, mares et cours d'eau. En outre, seul 14,3% de la population de la région à accès à des infrastructures sanitaires de base (latrines améliorées) et près d'une personne sur cinq (22% de la population) pratique la défécation à l'air libre (MICS 2014). Or, les risques liés à la consommation d'une eau non potable et à un environnement sanitaire insalubre ont des conséquences humanitaires considérables. Ils contribuent en effet à la dégradation de la situation nutritionnelle et aux capacités productives des habitants et augmentent les risques de maladies hydriques et d'épidémies dont notamment le choléra. Ce faible accès à l'eau potable et aux services adéquats d'hygiène et d'assainissement de base affecte tout particulièrement les femmes et les filles car elles représentent 80% de la population dans la région.

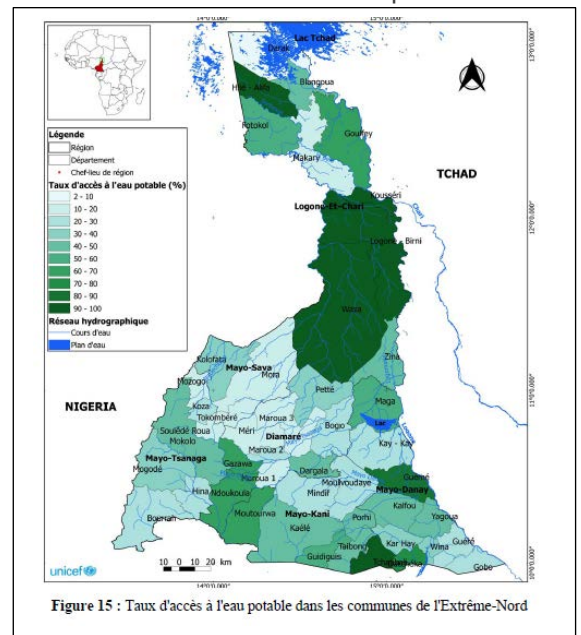


Figure 15 : Taux d'accès à l'eau potable dans les communes de l'Extrême-Nord

Approche : Penser développement et relèvement, agir en urgence !

Face à cette situation, plusieurs acteurs se sont positionnés dans les différentes communes de la région. La réponse consiste notamment à :

- Assurer l'accès à l'eau potable et aux services adéquats d'hygiène et d'assainissement de base.
- Fournir du matériel et des équipements d'hygiène et d'assainissement aux populations les plus vulnérables.
- Promouvoir l'adoption de bonnes pratiques et renforcer les connaissances des populations en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

En réponse, à cette situation,

- Les acteurs WASH ont prévu de construire/réhabiliter près de 716 forages dans les zones affectées. A ce jour, 172 forages ont été construits / réhabilités et 140 forages sont en cours de construction et réhabilitation pour le bénéfice de près de 93 000 personnes ;

¹ MINEE-UNICEF. Juillet 2017. Rapport Inventaire des ouvrages AEPA dans la région de l'Extrême-Nord,

A l'Extrême-Nord, le taux d'accès à l'eau potable n'est que 40 %. Seul un tiers des villages accueillant des déplacés ont un point d'eau potable ou plus.

- 22 340 familles ont reçu du matériel et des consommables d'hygiène et d'assainissement.
- Les familles de 13 904 enfants malnutris aigus sévères ont reçu des équipements et consommables accompagnés de messages de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement ;
- La promotion des activités d'assainissement et d'hygiène est en cours dans 305 communautés accueillant environ 132 000 personnes. En conséquence, 16 452 familles ont cessé la défécation à l'air libre, construit des latrines et les utilisent.

Afin de renforcer la résilience des communautés et garantir l'amélioration de long terme de l'approvisionnement en eau et l'accès aux services d'assainissement et d'hygiène des communautés touchées par la crise, les comités de gestion des points d'eau sont mis en place et bénéficient d'une assistance en matière de maintenance et de gestion des ouvrages.

Une coordination sectorielle en progression constante

Considérant la gravité de la situation et le nombre de partenaires intervenant dans le secteur, l'efficacité des mécanismes de coordination sectorielle impliquant le gouvernement est crucial, tant en interne qu'avec les autres secteurs tels que la Santé, la Nutrition et l'Education.

Le secteur, via l'UNICEF, a soutenu le Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE) pour réaliser l'inventaire et la cartographie des ouvrages hydrauliques et d'assainissement sur l'ensemble de la région de l'Extrême-Nord. Ceci constitue une base de connaissance essentielle pour le secteur en matière de planification, priorisation et suivi des interventions sur la base, des besoins réels des populations et en concertation avec le gouvernement et les acteurs de développement. Ainsi le croisement des données de cet inventaire et celles de la DTM de OIM révèle que 56% des villages accueillant les IDP ne disposent pas d'un point d'eau (fonctionnel ou non).

Face à cette situation alarmante, un nombre croissant d'acteur s'est positionné. La réponse consiste notamment à fournir du matériel et des équipements d'hygiène et d'assainissement aux populations les plus vulnérables. En 2017, 22 340 familles ont déjà reçu des kits WASH. Les acteurs sont également mobilisés pour faciliter l'adoption de bonnes pratiques et renforcer les connaissances des populations en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. A ce jour, des activités de promotion d'hygiène et d'assainissement sont en cours dans 305 communautés, touchant 127 000 personnes. Grâce à elles, plus de 16 000 familles sont maintenant équipées de latrines familiales.

Le secteur a mis en place plusieurs outils de coordination et de suivi de la réponse. Il s'agit notamment de la publication régulière d'un [4W sectoriel](#), de la diffusion [d'un factsheet trimestriel](#) et [une cartographie permettant de visualiser la couverture géographique des distributions de kits Wash pour les enfants malnutris aigus sévères](#) dans l'Extrême-Nord. Ces outils permettent à la fois d'identifier les gaps dans la réponse, d'éviter les doublons et de créer des synergies entre les différents acteurs. De nombreux autres visuels sont en cours de production.

Les interventions du secteur visent aussi l'amélioration de long terme de l'approvisionnement en eau et des structures d'assainissement et d'hygiène des communautés touchées par la crise. En effet, la prise en compte des objectifs de réhabilitation et de maintenance des infrastructures hydrauliques et sanitaires permet de renforcer la résilience des communautés. Pour cela il est essentiel de construire dès le départ des infrastructures plus résistantes et d'assurer la participation des communautés à leur gestion. Dans cette optique, 172 forages ont été construits ou réhabilités depuis janvier 2017 tandis que la construction ou réhabilitation de 140 forages supplémentaires est en cours, bénéficiant à 93 000 personnes.

Le Saviez vous ?

Dès 2010, le Comité Permanent Inter-organisation (IASC) a précisé les huit **Principes Fondamentaux pour des solutions durables aux Déplacements Internes**. Ces orientations doivent sous-tendre toute stratégie de réponse dans les situations de déplacement interne, qu'il s'agisse du retour dans leur localité d'origine, de leur réinstallation dans un pays tiers ou d'une intégration dans la communauté d'accueil.

Sûreté et sécurité à long terme

Protection contre les agressions, le harcèlement, les actes d'intimidation, à la persécution ou toute autre forme d'action punitive ; protection contre les mines, les mines terrestres, les munitions non explosées, les armes légères ou toute autre forme de violence

Jouissance sans discrimination d'un niveau de vie suffisant

Accès sans discrimination à un niveau de vie suffisant, à savoir à minima un abri, des soins de santé, de la nourriture, de l'eau et d'autres moyens de survie

Accès à l'emploi et aux moyens d'existence

L'emploi et les moyens d'existence leur permettent de satisfaire leurs besoins socio-économiques essentiels

Restitution des habitations, terres et propriétés

Accès à des dispositifs efficaces pour la restitution rapide de leur habitation, de leurs terres et propriété, incluant les biens résidentiel, agricoles et commercial

Accès à la documentation

Accès aux documents personnels et autres qui leur sont nécessaires pour avoir accès aux services publics, récupérer leurs biens et possessions, ou voter par exemple

Regroupement familial

Si tel est leur souhait, possibilité de réunir les membres de la famille dont ils ont été séparés

Participation sans discrimination aux affaires publiques

Droit de participer aux affaires publiques à tous les niveaux (vote, liberté association etc.) dans les mêmes termes que la population locale et sans discrimination

Accès à la justice

Accès libre et non discriminatoire à des voies de recours effectives et à la justice

En Bref

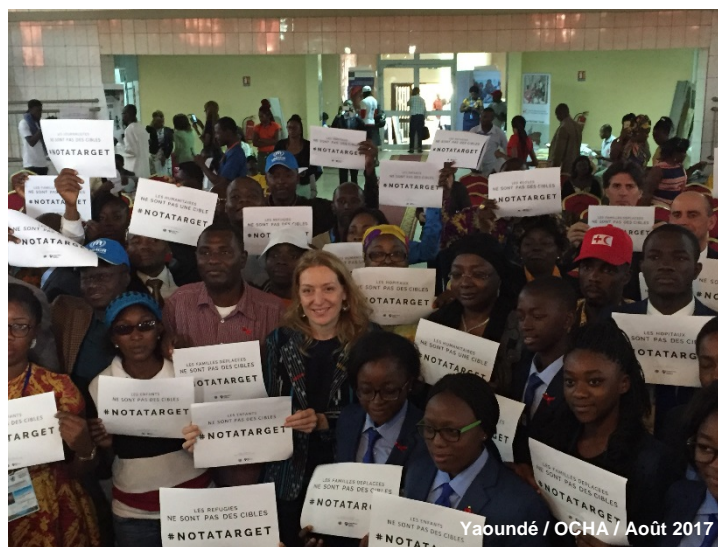
- **La Commission Tripartite tient sa réunion inaugurale à Abuja**

La première rencontre de la Commission Tripartite pour le rapatriement volontaire des réfugiés nigériens vivant au Cameroun s'est tenue le 10 août à Abuja, au Nigéria. L'objectif de cette rencontre était de discuter des modalités pratiques de mise en œuvre de l'Accord Tripartite signé le 2 mars 2017 entre le Cameroun, le Nigéria et le HCR. En effet, les parties prenantes ont adopté les procédures standards opérationnelles complétant l'Accord, ainsi qu'un plan de travail et le chronogramme d'activités associé.

A moyen terme, les activités doivent aboutir à l'établissement d'un mécanisme transfrontalier d'évaluation des conditions de retour. Pour cela, le Nigéria et le HCR Nigéria sont chargés de suivre l'état de la situation sécuritaire et des conditions d'accueil dans les zones potentielles de retour. D'autre part, la partie Camerounaise et le HCR Cameroun sont chargés de développer un plan d'action pour la facilitation du retour en 2018 ainsi qu'une stratégie de communication et de sensibilisation des réfugiés sur les implications du rapatriement volontaire.

- **Une célébration réussie de la Journée Mondiale de l'aide humanitaire**

Chaque année, la Journée mondiale de l'aide humanitaire est l'occasion de sensibiliser le grand public à l'action humanitaire et de rendre hommage à toutes celles et ceux qui font face au danger et à l'adversité pour aider les autres au quotidien. Pour la commémoration 2017, la communauté humanitaire s'est mobilisée de par le monde pour réaffirmer que les civils pris au piège des conflits ne sont #PasUneCible (#NotATarget).



Avec plus de 200 participants, la présence de la Coordinatrice Humanitaire et une large couverture médiatique, la journée a été célébrée avec succès à Yaoundé le 18 août. Les célébrations ont notamment consisté en la tenue d'un village humanitaire où près de 30 organisations ont présenté leurs activités au grand public ; ainsi que deux discussions-débats concernant les personnes déplacées et les enfants en situation de conflit.

Pour plus d'informations, veuillez contacter
Imane Cherif, Chargée des Affaires Humanitaires, cherif1@un.org
Modibo Traoré, Chef de Bureau, traorem@un.org

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA Cameroun sont disponibles sur
www.humanitarianresponse.info/en/operations/cameroon | www.unocha.org | www.reliefweb.int